

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

SECRETARIAT GENERAL

Service de l'Urbanisme
et du Cadre de Vie

A R R E T E P R E F E C T O R A L

autorisant le Syndicat Mixte pour le Traitement
des Ordures Ménagères du secteur de HAGUENAU-SAVERNE
à exploiter une décharge contrôlée de résidus urbains
sur le territoire de la commune de WEITBRUCH
au lieu-dit "Gieselberg" dans la carrière des
Briqueteries et Tuileries Alsaciennes

LE PREFET DE LA REGION ALSACE
PREFET DU BAS-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 et le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 53-577 du 20 mai 1953 modifié, fixant la nomenclature des installations classées ;
- VU la demande formulée par le SMITOM du secteur de HAGUENAU-SAVERNE dont le siège est 1, place Charles de Gaulle - Mairie de 67504 HAGUENAU, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une décharge contrôlée de résidus urbains sur le territoire de la commune de WEITBRUCH (sections 56 et 57) au lieu-dit "Gieselberg", dans la carrière des Briqueteries et Tuileries Alsaciennes ;
- VU les résultats de l'enquête publique d'un mois à laquelle il a été procédé du 3 septembre au 3 octobre 1987 en mairie de WEITBRUCH, le dossier ayant été retourné en Préfecture le 12 novembre 1987 ;
- VU les conclusions du Commissaire-Enquêteur ;
- VU les avis des Conseils Municipaux de WEITBRUCH, GEUDERTHEIM, KURTZENHOUSE et BIETLENHEIM émis respectivement les 15 octobre 1987, 1er octobre 1987, 2 octobre 1987 et 25 août 1987 ;
- VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement ;
- VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

.../...

- VU l'avis du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ;
- VU l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;
- VU l'avis du Délégué Régional à l'Architecture et à l'Environnement ;
- VU l'avis du Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi ;
- VU l'avis du Chef du Service Régional de l'Aménagement des Eaux ;
- VU l'avis du Sous-Préfet de HAGUENAU en date du 26 octobre 1987 ;
- VU le rapport et les propositions de l'Inspecteur des Installations Classées en date des 31 mars et 18 mai 1988 ;
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 19 avril 1988 ;
- APRES communication au SMITOM de HAGUENAU-SAVERNE du projet d'arrêté ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

.../...

- A R R E T E -

Article 1er :

Le Syndicat Mixte pour le Traitement des Ordures Ménagères du secteur de HAGUENAU-SAVERNE dont le siège est 1, place Charles De Gaulle, Mairie de HAGUENAU 67504, est autorisé à exploiter une décharge contrôlée de résidus urbains, sur le territoire de la commune de WEITBRUCH (section 56 et 57) au lieu-dit "Gieselberg", dans la carrière des BRIQUETERIES ET TUILIERIES ALSACIENNES.

La capacité moyenne annuelle d'accueil des déchets est de 65 000 m³/an (après compactage). La décharge ne recevra que les déchets des communes adhérentes au Syndicat désigné ci-dessus, soit d'une population de 156 500 habitants.

Cette mise en décharge d'ordures ménagères et déchets assimilés constitue une installation classée visée sous la rubrique n° 322-B-2° de la nomenclature.

Article 2 :

La décharge sera située et installée conformément aux plans et à la notice descriptive joints à la demande d'autorisation. Tout projet d'extension de ce dépôt ou de modification notable des conditions d'exploitation devra préalablement faire l'objet d'un nouvel accord de l'autorité préfectorale.

Article 3 :

En règle générale, la décharge devra satisfaire aux prescriptions de la circulaire ministérielle du 11 mars 1987 (J.O. du 11 avril 1987) relative aux décharges contrôlées de résidus urbains, et notamment aux conditions énumérées ci-après :

.../...

I) Accès à la décharge :

Article 4 :

Les prescriptions de l'arrêté municipal du 9 mai 1984 seront largement diffusées et respectées, en particulier :

- la limitation de la vitesse à travers WEITBRUCH, à 40 km/h ;
- l'interdiction de circuler sur le chemin rural prolongeant la rue de l'Eglise entre l'agglomération et la décharge, faite à tout véhicule d'un poids total à charge supérieure à 5,5 t, à l'exception des ensembles agricoles ;
- l'accès au site pour les usagers de la décharge par le chemin rural débouchant sur le C.D. 140. Un panneau "stop" sera implanté aux intersections du chemin rural, non prioritaire, et du C.D.

Article 5 :

Une action de sensibilisation et d'information sera menée par le SMITOM auprès des chauffeurs de poids lourds accédant à la décharge :

- par la remise contre émargement :
 - des consignes de circulation précitées visant au respect des heures d'accès à la décharge et à éviter les plages horaires de rentrées et sorties des écoles de WEITBRUCH qui seront précitées ;
 - du rappel de la limitation de vitesse dans l'agglomération et de l'interdiction d'emprunt de la rue de l'Eglise.
- par la mise en place de panneaux rappelant ces principes aux débouchés sur le C.D. 140 du chemin d'accès au site et à l'entrée de la décharge.

Article 6 :

Une étude qui comportera notamment le recensement des véhicules traversant WEITBRUCH et des véhicules qui se dirigeront vers le site, visant à atténuer la gêne induite par le trafic par l'élaboration de propositions avec la municipalité de WEITBRUCH et le Service de l'Etat compétent, sera réalisée dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 7 :

Une clôture en matériaux résistants et d'une hauteur minimale de 2 m sera immédiatement mise en place à l'est, au sud-est et sud-ouest du site, le long du périmètre ne comportant pas de digues artificielles.

Les digues réalisées pour contenir les déchets pourront remplacer la clôture.

Article 8 :

Une zone dégagée de toute verdure et suffisamment large sera aménagée entre le lieu de décharge et la clôture qui l'entourera. Cette zone sera maintenue propre et débarrassée de tous objets ou détritrus, mais pourra éventuellement recevoir des dépôts de matières non combustibles ou de matériaux de démolition.

Article 9 :

L'issue constituée par un portail solide sera surveillée et gardée pendant les heures d'exploitation et sera impérativement fermée à clé en dehors de ces heures par un préposé désigné par le SMITOM.

Un panneau de signalisation en matériau résistant, placé près du portail, portera de façon indélébile le nom de l'exploitant, le numéro et la date de l'arrêté d'autorisation, ainsi que les consignes définies à l'article 5.

Article 10 :

L'entrée de la décharge sera interdite à toute personne non autorisée par l'exploitant. Cette interdiction sera affichée d'une manière bien lisible.

Article 11 :

Une aire d'attente sera aménagée sur le site ou à proximité de celui-ci dans le cas où le nombre de véhicules serait trop important.

Article 12 :

Les voies d'accès extérieures et intérieures seront dimensionnées et constituées de manière à tenir compte du nombre, du gabarit et du tonnage des véhicules amenés à y circuler. Sur le parcours du chemin rural, deux aires de croisement seront aménagées.

Article 13 :

L'exploitant prendra l'attache des services de Gaz de France (Groupe Gazier Est, STRASBOURG) afin de définir le mode de protection des ouvrages souterrains existants traversant les voies d'accès.

.../...

II) Résidus admis sur la décharge :

Article 14 :

Outre les ordures ménagères telles que définies par la circulaire du 21 octobre 1981 relative au service d'élimination des déchets des ménages, les résidus suivants pourront être admis sur la décharge :

- les déblais et gravats ;
- "les cendres et mâchefers refroidis d'incinération d'ordures ménagères (sous réserve d'un accord préalable de l'inspection de la Direction Régionale de l'Industrie et de la Recherche au vu de tests de lixiviation pratiqués sur les cendres) ou autres installations de combustion.
- les déchets industriels et commerciaux solides, à condition qu'ils ne soient ni toxiques, ni explosifs, ni susceptibles de s'enflammer spontanément ; ces résidus ne devront cependant pas excéder plus de 30 % de la totalité des déchets admis sur la décharge ;
- les pneumatiques conditionnés sous une forme permettant d'éviter les vides ;
- les boues pelletables (teneur en eau inférieure à 70 %), non toxiques, en provenance de stations d'épuration urbaines.

L'exploitant de la décharge devra toujours être en mesure de justifier l'origine, la nature, les quantités des produits qu'il recevra.

Seront interdits : le déversement des eaux usées, à l'exception de celles résultant de la décharge, de résidus semi-liquides non pelletables, les dépôts de matières de vidange et cadavres d'animaux ou déchets d'abattoirs, de sciures de bois, de châssis, carrosseries ou pièces détachées de voitures automobiles ou autres (machines agricoles), de déchets de nature chimique ou pharmaceutique, d'hydrocarbures ou résidus et boues d'hydrocarbures, de résidus nocifs, toxiques ou inflammables et de tous déchets spéciaux au sens du décret du 19 août 1977, les matières non refroidies pouvant causer un incendie.

Les objets volumineux ne pouvant être réduits par écrasement ne seront pas admis.

.../...

Article 15 :

Chaque arrivée ou amenée de déchets sur le site, fera l'objet de l'établissement de la part du préposé responsable localement de l'exploitation, d'une fiche, dont un exemplaire sera remis contre émargement au livreur, précisant :

- la nature et le volume ou tonnage du chargement amené ;
- le lieu et l'origine des déchets (commune, établissement industriel ou commercial) ;
- le type de déchets (à définir par rapport à la liste des déchets admis sur le site) ;
- le propriétaire du véhicule transporteur et la référence du véhicule ;
- la date et l'heure d'arrivée sur le site.

L'exploitant s'assurera périodiquement du contrôle quantitatif des déchets apportés, par des pesées du chargement des véhicules.

Article 16 :

Le responsable local de l'exploitation procédera, avant acceptation du chargement, à un contrôle visuel des produits amenés (avant et après déchargement).

Une liste des déchets admis sur le site et une liste des déchets non acceptés seront affichées dans le local destiné au personnel et dans la cabine de l'engin utilisé (pousseur-compacteur). Elles seront tenues à la disposition de l'inspecteur de l'installation classée que constitue la décharge.

Article 17 :

Au minimum deux personnes seront donc présentes sur le site pour assurer la surveillance, le contrôle des déchets, leur compactage, leur recouvrement de terre et le nettoyage des abords.

III) Exploitation de la décharge :

Article 18 :

Les recommandations du rapport établi par le Service Géologique Régional d'Alsace seront respectées.

Article 19 :

Des digues dont la hauteur ne dépassera pas celle du niveau géologique initial, seront édifiées, en pourtour nord et ouest, notamment afin de contenir les déchets. Elles seront constituées de remblais épaulant un noyau central compacté afin d'assurer leur stabilité.

Dans le but d'éviter leur ravinement par les eaux de pluie, et dans un souci d'intégration du site au paysage environnant, ces digues seront recouvertes de terre végétale, permettant la plantation d'un écran végétal de camouflage et de stabilisation, qui sera immédiatement réalisé.

Compte tenu de la reprise partielle et localisée de la végétation, le premier tiers de la digue située en contrebas des tranches 1,2,4 et 5 pourra être laissé en l'état.

Article 20 :

La couche inférieure au fond de la carrière sera compactée, de manière à atteindre un coefficient de perméabilité inférieur à 1.10^{-6} m/s, sur une épaisseur d'au moins 5 m.

En raison du surcreusement de l'ancienne carrière en partie sud de la phase 1, sur environ 6 m de profondeur en vue d'extraire les matériaux de constitution des digues, les mesures de perméabilité de substratum seront reproduites à cet endroit.

Les cendres et fines d'incinération seront déposées dans un zone de décharge dont le sol aura fait l'objet d'un compactage particulièrement soigné, propre à assurer la perméabilité du fond de décharge (à saturation) définie ci-dessus. L'imperméabilité pourra être obtenue en ce qui concerne cette zone de dépôt de cendres, par mise en place d'une membrane d'étanchéité sur fond de décharge, dans la mesure où elle sera accompagnée d'un programme de surveillance et d'intervention qui sera soumis préalablement pour avis à la Direction Régionale de l'Industrie et de la Recherche (Inspection des Installations Classées).

Article 21 :

Les résidus seront mis en décharge par couches successives d'épaisseur modérée, inférieure ou égale à 2 m et sur une superficie maximale de 1.000 m².

Les résidus seront déversés d'une hauteur maximale de 2 m.

Les couches seront nivelées et limitées par des talus ayant une pente maximale de 45°.

Article 22 :

Un engin compacteur devra être en permanence sur le chantier. Son conducteur sera placé sous l'autorité du responsable local de l'exploitation.

L'engin sera suffisamment puissant pour que le contenu des bennes, une fois vidé sur le front de décharge, soit immédiatement nivelé et compacté pour éviter tout risque d'envol et donner à la décharge un aspect toujours acceptable.

La densité des déchets après compactage sera aussi élevée que possible pour que le dépôt ne comporte aucune poche d'air ou vides importants susceptibles de favoriser un éventuel auto-échauffement et le démarrage d'un feu.

Article 23 :

Le front de décharge aura une largeur maximale de 50 mètres.

Article 24 :

La surface supérieure de chaque couche de résidus et le talus recevront le jour même de leur mise en place, une couverture de terre ou de matériau pulvérulent approprié dont l'approvisionnement sera toujours effectué à l'avance. La quantité de matériau de couverture toujours disponible sera au moins égale à celle utilisée pour huit jours d'exploitation avec un minimum de 50 m³.

Cette couverture intermédiaire aura une épaisseur minimale de 10 cm.

Article 25 :

Un plan d'exploitation sera tenu à jour, en vue d'y reporter les parcelles exploitées, les durées d'exploitation de chaque casier et la hauteur des déchets enfouis.

• Entretien général :

Article 26 :

Il sera procédé au ramassage immédiat et périodique des papiers ou éléments légers qui auraient été dispersés par le vent aux abords de la décharge, des déchets déversés en dehors du site délimité par les digues et la clôture.

Une benne de collecte des déchets sera placée près du portail d'accès de manière à permettre à la population locale d'y entreposer leurs résidus en dehors des heures d'ouverture.

Article 27 :

La partie terminée de la décharge sera convenablement entretenue au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Article 28 :

Les chemins communaux, les voies de circulation et aires de stationnement à l'intérieur de la décharge, seront soigneusement nettoyés et entretenus pour permettre la circulation aisée des véhicules par tous les temps.

.../...

Article 29 :

Tous les camions qui auront circulé sur la décharge devront avant de sortir, avoir leurs roues nettoyées. Un décrotteur, par voie sèche de préférence, sera installé.

IV) Pollution des eaux :

Article 30 :

L'exploitation de la décharge sera conduite de façon à éviter tout risque de pollution des eaux superficielles et souterraines.

Eaux de ruissellement n'ayant pas transité sur la décharge

Article 31 :

Elles devront subir un drainage périphérique pour éviter l'invasion de la décharge par les eaux parasites (notamment sur le pourtour est, sud-est).

Eaux ayant ruisselé sur la décharge et de percolation

Article 32 :

Un réseau de collecte des eaux de pluie ayant ruisselé sur les déchets et ayant éventuellement percolé au travers de ceux-ci, sera constitué le long du chemin d'accès à la décharge et au pied des digues nord et ouest, par la mise en place de drains, fossés aboutissant à une fosse de reprise étanche, suffisamment dimensionnée et adaptée à la pluviométrie locale. Cette fosse comportera un système de séparation des déchets pouvant être entraînés et de décantation des boues.

Les eaux ainsi collectées seront réaspergées sur la décharge ou envoyées en station d'épuration appropriée.

La zone de dépôt des cendres d'incinération possèdera un réseau indépendant de drainage des eaux de percolation aboutissant à une fosse distincte. Les eaux recueillies dans cette fosse seront traitées en centre de détoxification agréé, si leur teneur en métaux lourds dépasse 15 mg/l ou 0,2 mg/l en cadmium ou mercure, ou 0,1 mg/l en chrome hexavalent.

Quelque soit leur origine, les eaux de drainage ne seront en aucun cas rejetées au Lohgraben. Après la fermeture de la décharge, ces eaux continueront à être évacuées soit en station d'épuration soit en centre de détoxification.

Article 33 :

Les opérations d'évacuation des eaux de ruissellement et éventuellement de percolation recueillies dans cette fosse seront consignées dans un registre. L'évacuation vers les stations de traitement, fera l'objet de la délivrance d'un bon de réception par les responsables de ces équipements.

Article 34 :

Une autosurveillance des eaux de ruissellement amont, portant sur le pH et la demande chimique en oxygène, ainsi que des eaux de ruissellement et de percolation au travers des déchets, portant sur les caractéristiques physico-chimiques définies à l'article 35, pourra être demandée par l'inspection de cette installation classée, qui établira la fréquence des contrôles.

Ces analyses continueront après l'achèvement des dépôts de déchets.

Article 35 :

Des piézomètres de contrôle de la qualité des eaux souterraines seront mis en place en amont et en aval de la décharge (au minimum un), selon les directives d'un hydrogéologue agréé. Les eaux piézométriques subiront une analyse semestrielle du type II sans bactériologie (annexe c à la circulaire du 14 mars 1962 concernant les eaux d'alimentation) complétée par la recherche de la demande chimique en oxygène, des éléments traces suivants : Cu, Pb, Zn, Ba, Cr, Ni, des composés phénoliques et hydrocarbures dissous.

Les résultats de ces analyses seront communiqués à l'inspection de cette installation classée et se poursuivront au-delà de l'arrêt de la mise en décharge des déchets.

Article 36 :

Les engins utilisés sur le site seront ravitaillés périodiquement selon leurs besoins en carburant et lubrifiant. Aucun stockage de liquide inflammable ne sera présent sur place.

Leur entretien et révision périodique se feront dans les ateliers de l'entreprise propriétaire de ceux-ci.

V) Pollution de l'air :

Article 37 :

Le dépôt ne devra pas être la cause d'émissions dans l'atmosphère de fumées, de poussières ou de gaz odorants ou toxiques susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique ou à la beauté du site.

Tout brûlage à l'air libre ou dans un appareil n'assurant pas le traitement des gaz émis, sera interdit.

En cas de dégagement d'odeurs, la zone sera immédiatement traitée.

.../...

VI) Incendie - Explosion - Sécurité :

. Prévention :

Article 38 :

Les résidus chauds, toxiques, explosifs ou inflammables spontanément seront interdits sur la décharge.

Article 39 :

Le drainage du gaz méthane produit par les déchets sera réalisé par un maillage progressif de "puits drainants" constitués de buses en ciment empilées et rendues stables par un remplissage de graviers. Ces puits seront placés en quinconce à 80 m de distance au plus les uns des autres.

Le gaz n'étant pas réutilisé à des fins énergétiques sera brûlé à l'aide de torchères.

La pérennité du système de captation des gaz de fermentation sera assurée au-delà de l'exploitation de la décharge.

. Consignes et alarme :

Article 40 :

Les consignes particulières d'incendie seront établies ; elles seront affichées, ainsi que les numéros de téléphone et les adresses du poste de sapeurs-pompiers et de la Gendarmerie les plus proches, près de l'accès à la décharge et dans le local-vestiaire.

Le site sera tenu, pendant les heures d'ouverture et de présence du personnel d'exploitation, en liaison radio-téléphonique avec le siège de la société exploitante. Un véhicule de liaison sera maintenu à la disposition de ces personnes.

L'exploitant informera immédiatement l'inspecteur de cette installation classée en cas d'accident. Il lui indiquera les dispositions prises à titre conservatoire telles que notamment les mesures ou travaux immédiats susceptibles de réduire les conséquences de l'accident.

.../...

. Moyens de lutte :

Article 41 :

Dès qu'un foyer d'incendie sera repéré, il devra être immédiatement et efficacement combattu. A cet effet, on disposera en permanence d'une quantité de matériau de couverture de 500 m³. Cette réserve sera uniquement affectée à la lutte contre l'incendie et sera distincte de celle de 50 m³ prévue à l'article 24.

En outre, on devra disposer des moyens de lutte suivants :

- sur le site, sera placée une réserve d'eau d'une capacité au moins égale à 120 m³ ;
- un extincteur portatif à poudre sera présent dans le compacteur.

VII) Bruit :

Article 42 :

L'exploitation de la décharge sera menée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement du 19 juillet 1976 et les règles techniques annexées à la circulaire n° 3 du 23 juillet 1986 relatives aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, seront applicables à l'ensemble du site de décharge.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés, devront être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier, au décret du 18 avril 1969).

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage sera interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

.../...

Le niveau-limite admissible de bruit sera fixé à 65 dB (A) en limite du périmètre alloué, pour la période de 7h à 20h.

L'inspection de cette installation classée pourra demander que des contrôles de la situation acoustique et de la propagation éventuelle des vibrations mécaniques, soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais en seront supportés par l'exploitant.

VIII) Rongeurs - Insectes :

Article 43 :

Toute prolifération sera évitée : l'exploitant devra tenir à l'intention de l'inspection de cette installation classée, les factures de produits raticides ou insecticides ou les contrats passés avec une entreprise spécialisée.

IX) Hygiène du personnel :

Article 44 :

Le personnel aura à sa disposition un abri sanitaire avec WC et une réserve d'eau potable.

X) Aménagement final de la décharge :

Article 45 :

L'ancienne carrière de glaise sera comblée jusqu'à hauteur du terrain naturel avoisinant, de manière à reconstituer le profil géologique précédant l'extraction de l'argile.

Article 46 :

La dernière couche de déchets, nivelée et compactée, recevra une couverture de remblais argileux soigneusement compactée d'une épaisseur de 0,50 m, de manière à permettre l'écoulement des eaux superficielles et éviter l'introduction de ces eaux au sein du dépôt de déchets.

Article 47 :

L'utilisation ultérieure de la décharge étant la remise en culture, la couche finale de terre végétale, non compactée, aura une épaisseur minimale de 1 mètre.

.../...

Article 48 :

Afin d'assurer la poursuite des opérations d'évacuation des eaux de collecte en provenance de la décharge, l'entretien du système de récupération des gaz, et la réalisation des analyses prescrites, des conventions de servitudes seront signées éventuellement, avec les propriétaires successifs des terrains.

Article 49 :

La fin d'exploitation de la décharge ne pourra être considérée comme effective qu'après constatation par l'inspecteur de cette installation classée, de la bonne exécution des aménagements prévus aux articles 45 et 47 et de l'absence de pollution des eaux de surface et souterraines induites par la décharge.

Article 50 :

L'arrêté d'autorisation cessera de produire effet si l'installation classée n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article 51 :

Le permissionnaire ne pourra procéder à l'extension, au transfert ou à la transformation notable de son établissement sans une nouvelle autorisation.

Article 52 :

Il devra se conformer aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées et exécuter dans les délais prescrits toute mesure qui lui serait ultérieurement imposée en vue de la protection de l'environnement.

Article 53 :

En cas de vente de l'établissement comportant cession de la présente autorisation, avis devra en être donné à l'administration préfectorale dans un délai d'un mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

Article 54 :

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la Mairie de WEITBRUCH et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré, aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 55 :

Toute contravention persistante aux dispositions qui précèdent sera déférée aux tribunaux et pourra en outre, entraîner la fermeture de l'établissement autorisé.

Article 56 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 57 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,
le Maire de WEITBRUCH,
les Inspecteurs des Installations Classées

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté
dont ampliation sera notifiée au SMITOM de HAGUENAU-SAVERNE avec un
exemplaire des plans approuvés.

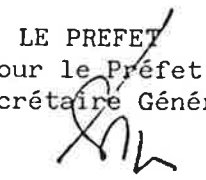
POUR AMPLIATION
P. LE SECRETAIRE GENERAL
Le Chef de bureau


Corinne BAECHLER

Strasbourg, le

31 NOV 1988

LE PREFET
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général,


François LEONELLI

Délai et voie de recours
(article 14 de la loi n° 76-663
du 19 juillet 1976 relative aux
installations classées pour la
protection de l'environnement).
La présente décision ne peut
être déférée qu'au Tribunal
Administratif. Le délai de
recours est de deux mois pour
le demandeur ou l'exploitant.
Le délai commence à courir du
jour où la présente décision a
été notifiée.

